

**LE PLUS AMPLE MOUVEMENT D’AFFIRMATION
ET D’EMANCIPATION NATIONALE – POLITIQUE
DES ROUMAINS DE L’EMPIRE SOVIETIQUE:
LE FRONT POPULAIRE DE LA MOLDAVIE**

**Mihai Iacobescu
L’Université “Etienne le Grand” – Suceava**

Rezumat: *Autorul abordează în acest articol contextul istoric în care s-a născut, la 20 mai 1989, cea mai importantă organizație social-politică a românilor din URSS, Frontul Popular din Moldova.*

In articol se relevă: organizațiile care au aderat la F.P.M., lucrările Congresului de constituire, programul adoptat și preocupările pentru îndeplinirea revendicărilor esențiale. Dintre acestea menționăm: introducerea limbii « moldovenești » ca limbă de stat și revenirea la grația latină, stabilirea imnului național și a stemei Moldovei, organizarea și desfășurarea Conferinței internaționale „Pactul Ribbentrop-Molotov și consecințele lui asupra Basarabiei” la 26-28 iunie 1991, proclamarea independenței Moldovei la 27 august 1991.

Autorul își exprimă convingerea că, în anii ce vor urma, elita progresistă care a formulat și difuzat programul F.P.M. va găsi resursele morale și condițiile politice să obțină în viitor revendicările legitime fundamentate pe plan intern și internațional, eliberându-se de rămășițele anacronice ale vechii nomenclaturi comuniste și ale subordonării de Moscova, integrându-se în structurile euro-atlantice.

Abstract: *The article analyzes the historical context in which it was born the most important socio-political organization of the Romanians in the USSR: the Popular Front of Moldova, on May 20, 1989. There are presented organizations that joined the FPM, the Congress of the constitution, implementation of the program adopted and its essential demands. Among these demands are mentioned: the introduction of "Moldovan" language as the official language and the return to the Latin alphabet, the national anthem and coat of arms of Moldova, organization and debates of the International Conference "Molotov-Ribbentrop Pact and its consequences on Bessarabia" held in 26-28 June 1991, proclamation of Moldova's independence, in August 27, 1991.*

The author is convinced that in years to come, the progressive elite, which made and distributed the Popular Front of Moldova program, will find the resources to obtain moral and political conditions to legitimate it's claims, to be released from the anachronistic remnants of the old communist nomenclature and the subordination to Moscow, joining in the Euro-Atlantic structures.

Mots clef: *Le Front Populaire, la Moldavie, les Roumains, programme, revendications, l’U.R.S.S., la Bessarabie, élite progressiste, ressources morales, conditions politiques.*

Les amples débats sans précédent, ainsi que les essais pratiques, qui ont eu lieu sur tout le territoire de l'U.R.S.S. entre les années 1985-1991, avec l'intention de Mihail Gorbaciiov de sauver et réformer l'empire soviétique de la grave crise de système, dans laquelle celui-ci se trouvait, de réaliser *une société idéale* – c'est-à-dire, selon son propre témoignage, “une société de gens libres, fondée par ceux-ci et pour eux, une société dressée sur les principes de l'humanisme, de la démocratie et de la justice sociale (...), une société dans laquelle toutes les nations et les peuples soient véritablement égales en droits”¹ – ont eu de fortes réverbérations et de puissantes influences parmi les Roumains englobés à la force dans les frontières de l'abusive et de l'arbitraire fondation socialiste, multinationale et totalitaire.

Le mouvement qui s'est développé et qui s'est amplifié parmi les Roumains de l'empire, surtout dans le territoire d'entre le Prout et le Dniestr, rappelle en quelque sorte l'effervescence idéologique et culturelle des pays roumains à la veille et pendant la révolution de 1848-1849, mais a en même temps des particularités propres, aussi ; on ne peut le comparer avec aucun événement de l'histoire des Roumains; celui-ci a été comme appréciaient les historiens roumains contemporains de l'ancien empire et du pays libre “un miracle historique”².

Un “miracle historique” des Roumains de l'Empire Soviétique

Sous l'orage de la confrontation d'idées, générées par les réformes de Gorbaciiov, les Roumains ont réagi et ont créé un cadre institutionnel d'affirmation démocratique. De cette manière, après un début timide de débats libres, en juin 1988 est né le Mouvement Démocratique Moldave pour le Soutien de la Restructuration. Ensuite est apparu: Le Club littéraire – musical “Alexei Mateevici”, La Ligue Démocratique des Etudiants, La Société des Historiens, Le Congrès des Intellectuels, et à Cernăuți – La Société pour Culture et Littérature “Mihai Eminescu”.

De nombreuses publications, des journaux, des revues roumaines, apparus antérieurement ou durant les années de la Perestroïka, comme, par exemple, “Literatură și artă”, “Moldova suverană”, “Moldova socialistă”, “Deșteptarea”, “Dacia liberă”, “Nistru”, “Glasul”, “Dreptatea”, “Flacăra Basarabiei”, “Tineretul Moldovei”, “Țara” à Chișinău et “Plai Românesc” à Cernăuți, se sont transformés en tribunes et miroirs des opinions d'une élite incitante et vibrante d'intellectuels, des hommes sortis du peuple et attachés aux aspirations de justice et de liberté des masses. Devant ceux-ci se trouvaient Ion Hadârcă, Ion Ungureanu, Valeriu Matei, Mircea Druc, Grigore Vieru, Alexandru Moșanu, Anatol Petrencu, Valentin Mândâncanu, Ion Druță, Leonida Lari, Dumitru Matcovschi, Nicolae Dabija, Mihai Cimpoi, Vasile Tărățeanu, Grigore Bostan, Alexandrina Cernov, Dumitru Covalciuc et plusieurs autres.

La voix des intellectuels roumains s'est fait sentie et a été entendue dès avril-mai 1987. Le journaliste Valentin Mândâncanu, par exemple, soulignait à une rencontre des écrivains de la Moldavie et dans la presse “l'état de dégradation de la langue maternelle” et proposait l'organisation et le développement d'un mouvement large “pour hausser le niveau de culture de l'entière population”, montrant que “si on aime sa langue, cela ne signifie pas qu'on est un Herostrat, un nationaliste, en quelque sorte un agent “des colonels noirs”³. De Moscou, l'écrivain Ion Druță écrivait et

accusait dans la presse centrale l'utilisation arbitraire pas réfléchie des engrais chimiques pour la réalisation des "vergers gigantesques", sur des vastes terrains, où on a utilisé "des dizaines de fois plusieurs substances d'engrais qu'il était nécessaire" de manière que, maintenant, "sur presque toutes les vallées d'entre les collines ne pousse rien" et la conséquence la plus grave du déséquilibre écologique provoqué est représenté par "l'augmentation du numéro d'enfants nouveau-nés, débiles mentalement"⁴.

La même année, en 1987, le poète Ion Hadârcă – en réplique à une appréciation faite publiquement par Gorbaciiov qu'en U.R.S.S. "le problème national est résolu" – critiquait la fausseté et la précarité de la notion de "pouvoir soviétique" dans le cas des Roumains soumis et traités selon le principe de l'internationalisme socialiste, valable et profitable seulement pour le Moscou; il soulignait qu'en réalité il n'y avait pas "la conscience d'une culture ancienne, sans l'air de la langue maternelle, sans l'attachement normal envers les endroits paternels, où on a passé son enfance, où veille un tombeau et un tilleul qu'on a planté – sans ces petits et sentimentaux symboles archaïques, l'âme pousse dans l'aliénation". Or, comme il était possible, par exemple, qu'il existe en Moldavie 6 monuments dédiés à Pușkin et aucun à Eminescu? se demandait, normalement, le poète⁵. Ion Druță proposait ces jours-là aux écrivains de la Moldavie de dresser à Chișinău "un monument dédié au génie populaire qui a créé le chef d'œuvre unique, Miorița"⁶.

En 1988, en janvier et en mars s'est organisé un cycle d'amples manifestations, dédiées à la vie et à l'activité d'Alexei Mateevici et a été fondé le Cénacle musical – littéraire "Alexei Mateevici". Périodiquement, dans le centre de la capitale, auprès du buste de Eminescu et sur les allées des classiques ont été inaugurées et se sont développées, hebdomadairement, des rencontres et des discussions entre les écrivains et les lecteurs des organisations comme la Ligue Démocratique des Etudiants, le Mouvement Démocratique Moldave, l'Association des Historiens.

Dans leur lutte pour l'affirmation et l'émancipation, les Roumains font appel à l'histoire nationale, à Eminescu, à Etienne le Grand. Le poète Dumitru Matcovschi appréciait que parmi les Roumains de l'empire "la restructuration a commencé avec la poésie *Doina* de Eminescu, publié en 1989 dans la revue "Nistru"⁷; le lutteur Gheorghe Ghimpu, qui avait été emprisonné pour la cause des Roumains, montrait que "les Roumains ont fait appel au nom d'Etienne le Grand et Saint comme symbole de la dignité et de la fierté nationale, comme exemple de grand lutteur pour la liberté" et le nom du poète, l'auteur de la poésie *Limba noastră* – avec ses vers fameux: "Limba noastră-i limba sfântă/ Limba vechilor cazanii// Care-o plâng și care-o cântă lângă vatra lor țărani" a été choisi comme porte – drapeau de la lutte parce que les Roumains de la Bassarabie sont conscients du fait qu'ils ont sauvé leur existence nationale par la langue maternelle⁸.

Les nombreux et valeureux articles et études apparus dans la presse pour la défense et l'affirmation de la langue roumaine, comme par exemple, celui de Valentin Mândâncanu⁹, *Veșmântul ființei noastre*, en avril 1988, *Scrisoarea deschisă a celor 66*, de la même année, signée par des philologues, des historiens, des écrivains, des

journalistes etc., ainsi que les 143.000 signatures des citoyens ordinaires, des étudiants, des élèves, des gens âgés, de préparation et de professions différentes¹⁰ qui ont été rassemblées en moins d'une année, en 1988, dans la rédaction de la revue hebdomadaire "Literatură și artă", qui se prononçaient pour l'introduction de la langue roumaine, comme langue officielle d'Etat, dans la Moldavie d'entre le Prout et le Dniestr, contournaient déjà une des revendications nationales principales, pour laquelle il était besoin d'un large mouvement politique, de masse. Celui-ci est né et a augmenté parallèlement à la fondation le 20 mai 1989 du Front Populaire de la Moldavie.

On mentionne dès le début que pour les Roumains de l'empire soviétique, l'année 1989 était en complète concordance avec les changements qui avaient lieu dans les pays socialistes européens et beaucoup à l'avance, comme développement, programme national, vis-à-vis les événements de la Roumanie. Le 15 janvier 1989, à Riga, en Lettonie apparaissait à l'initiative d'un groupe d'intellectuels sous la direction de Ion Druță et Leonida Lari – la première revue hebdomadaire avec alphabète latin, "Glasul", qui était imprimée en 60.000 exemplaires et qui se vendait presque gratuitement avec seulement 25 copeici l'exemplaire, au nom de la Société de Culture "Dacia"; celle-ci avait sur sa première page le visage de Eminescu – sortant semble-t-il d'une nuit et irradiant de la lumière – et le directeur fondateur Ion Druță promettait que ce quotidien exprimera "les voix de ceux qui ont disparu, sans avoir trouvé quelqu'un à qui pleurer" et que la revue montrera "la destinée des gens simples du peuple"¹¹.

Le printemps de l'année 1989 – après la grande assemblée populaire qui a eu lieu en mars à Chișinău à laquelle ont participé plus d'une centaine de milliers d'hommes qui ont arboré pour la première fois le drapeau tricolore, comme symbole des aspirations vers l'union avec le pays – de l'initiative du Groupe de Direction du Mouvement Démocratique pour le Soutien de la Restructuration, a été convoqué le 20 mai 1989, le Congrès de constitution du Front Populaire de la Moldavie¹². Les travaux du Congrès avaient lieu dans la grande salle de l'Union des Ecrivains, ce qui révèle le rôle prépondérant de l'intellectualité dans l'initiation de ce mouvement. A celui-ci participaient plus de 200 délégués de 30 raions et villes de la Moldavie, ainsi que des représentants des organisations qui ont adhéré à ce front : le Cénacle littéraire – musical "Alexei Mateevici", la Ligue Démocratique des Etudiants, le Mouvement Ecologique "L'Action Verte", la Société des Historiens, la Société de Culture "Moldova" ayant son siège à Moscou, le Mouvement Démocratique pour le Soutien de la Restructuration etc.

Le F.P.M. se définissait comme "une organisation sociale – politique des citoyens de la république". Son activité suivait "soutenir la nouvelle orientation politique promue par P.C.U.S."; il s'agissait d'une définition sage, qui se mettait à l'abri de ceux qui auraient pu l'accuser d'attitude hostile envers l'U.R.S.S. Les forces rétrogrades, conservatrices, hostiles au renouvellement ne l'ont pas reconnu jusqu'en octobre 1989.

Le programme du F.P.M. était concrétisé en neuf chapitres: 1) principes généraux; 2) la démocratisation de la société; 3) les droits de l'homme; 4) le problème

national; 5) la culture; 6) l'éthique; 7) l'économie; 8) l'équité sociale et le bien être; 9) l'écologie.

Le programme tout entier critiquait la réalité existante en U.R.S.S., demandant: la décentralisation du pouvoir politique, totalitaire, dictatorial, proposant la séparation et l'organisation du pouvoir en pouvoir législatif, exécutif et juridique, l'adoption d'une législation électorale propre en Moldavie qui offre la possibilité des élections libres, autonomes, démocratiques, sans le mélange du Moscou, la refaite de l'intégrité territoriale de l'ancienne Bassarabie par la cession de la partie de nord et de sud accaparées abusivement, de manière pas justifiée par l'Ukraine, la reconnaissance de l'égalité complète en droits des Moldaves majoritaires avec les minoritaires du territoire de la Moldavie – des Russes, des Ukrainiens, des Gagaouzes, des Bulgares, des Juifs, des Tsiganes, des Allemands etc., de stopper la colonisation et l'immigration, la reconnaissance de la vérité historique que “le peuple – et pas les peuples (parce qu'il ne s'agissait pas de deux!) roumain et moldave a une histoire séculaire commune” et par conséquent “les citoyens de la Roumanie et de la R.S.S. Moldave ont le droit de visiter réciproquement les endroits historiques, de fêter ensemble les événements qui tiennent de leur passé commun”.

En ce qui concerne le problème économique, le F.P.M. se prononçait pour l'indépendance économique complète dans l'organisation et la direction de l'économie de la république, ainsi que dans la répartition de leurs résultats, comme une condition essentielle de la souveraineté de la république; les ressources nationales, situées sur le territoire de la Moldavie devaient appartenir totalement à l'Etat de la Moldavie, à être utilisées pour les habitants de cette république; le gouvernement devait organiser les relations avec des autres républiques et Etats voisins.

En ce qui concerne le problème national, tout en condamnant et repoussant totalement les conceptions et les pratiques stalinistes, le F.P.M. se prononçait pour la souveraineté complète de l'organisation d'Etat du peuple moldave, pour la revenue à ce pays des contrées historiques “moldaves” de nord et de sud, inclus en Ukraine, la condamnation des manifestations séparatistes des Gagaouzes et des Dnistriens encouragées par la présence de la 14-ème armée en Transnistrie, l'assurance de l'égalité complète en droits des minorités avec la population majoritaire.

Pour assurer la souveraineté complète de la République, une loi électorale devait réglementer la citoyenneté et la langue d'Etat de la Moldavie et sur le territoire de celle-ci devaient fonctionner seulement les lois adoptées et ratifiées par le Parlement du pays. Les signes nationaux de la Moldavie souveraine devaient être le drapeau tricolore, comme il y avait été jusqu'en juin 1940, et comme emblème – le signe héraldique de l'emblème de la Moldavie.

Le pacte Ribbentrop – Molotov, conclu le 23 août 1939 – par lequel, appréciait le F.P.M. “on prévoyait les sphères d'influence de l'U.R.S.S. et de l'Allemagne nazie”, acte par lequel “les deux Etats totalitaires ont foulés aux pieds les droits des Etats souverains la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie, la Pologne et la Roumanie” – devait être condamné publiquement et annulé *de jure* et *de facto*. Les gouvernements de l'U.R.S.S. et de la République de la Moldavie devaient donner une

appréciation juridique, publique à cet égard conformément avec les normes du droit international en vigueur, indiquant et annulant les conséquences de celui-ci. Les gouvernements de la Moldavie et de l'Ukraine étaient appelés à examiner le problème des contrées de sud et de nord, qui ont appartenu à la Moldavie historique. Les conationaux d'en dehors la République de la Moldavie – dont plus d'une moitié de million était dans les évidences de Chişinău – devaient revenir dans leur patrie; à ceux-ci on devait assurer le droit prioritaire de s'établir dans leurs localités d'origine. En même temps, la colonisation et l'immigration des allogènes en Bassarabie devait finir, pour ne pas modifier et déséquilibrer la structure ethnique de la population autochtone; cela de plus que le chômage acquérait d'ampleur, surtout dans le monde rural; les autorités centrales de Moscou n'ont pas cessé l'action d'apporter et d'encadrer en Moldavie des éléments russophones des autres zones, qui ont accaparé les plus importantes fonctions de l'appareil d'Etat et de parti ou de la direction des entreprises et des institutions.

Le programme du F.R.M. faisait référence, aussi, à des autres aspects : la démocratisation du système d'utilisation des moyens d'information en masse et la fondation d'une revue sociale – politique de masse, comme organe officiel de ce mouvement réformateur: la condamnation des crimes du stalinisme et la rédaction d'un "Livre de la mémoire", dans lequel on consigne le nom des martyrs, des victimes des sacrifices de la guerre, des déportations et de toute la politique staliniste, et les familles de ceux outragés et leurs descendants soient dédommagés par l'Etat soviétique; le F.P.M. se prononçait, aussi, pour la remise en droits de l'Eglise Orthodoxe, le regain de l'autocéphalie, la restitution des édifices de culte, la fondation des séminaires et d'instituts théologiques etc.

Le congrès du F.P.M. a choisi comme président de cette ample organisation démocratique le poète Ion Hadârcă et a décidé que l'organe de presse du front devienne le journal "Deşteptarea", qui est apparu à Chişinău tout en commençant avec le 1-er juillet 1989.

Exprimant les plus hauts idéals politiques possibles dans le cadre de la Constitution de l'U.R.S.S. et dans les limites du maintien de la Moldavie dans la confédération soviétique, la direction du F.P.M. s'est retrouvée dès le début devant des difficultés et des adversités locales et centrales, de la défaite desquelles dépendait l'accomplissement des revendications incluses dans le programme.

De cette manière, à l'intérieur de la Moldavie, le courant hostile au renouvellement était formé par: les dirigeants de parti et d'Etat, conduits par Semion Grossu, le secrétaire du P.C.M., la direction de l'ancienne administration, les leaders des séparatistes transnistriens et gagaouzes, conduits par Smirnov et Kalin, les russophones venus des autres zones de l'U.R.S.S. Si toutes ces forces conservatrices étaient, pourtant, en minorité, elles avaient derrière elles la présence de la 14-ème Armée en Transnistrie, l'hostilité des cercles nationalistes de l'Ukraine et de la Fédération Russe, qui n'auraient pas voulu perdre les territoires roumains accaparés. L'armée qui se retirait des Etats européens ou était venue à la maison d'Afghanistan ne regardait pas favorablement les revendications des Roumains de l'empire en agonie.

Les forces favorables aux réformes étaient formés en principal d'un courant démocrate – radical, comprenant des leaders de la direction du F.P.M., comme Ion Hadârcă, Alexandru Moșanu, Mircea Druc du nord de la Bucovine; à ceux-ci, s'ajoutait un courant modéré composé d'hommes politiques, comme Mircea Snegur, Andrei Sangheli etc. qui se sont rompu de la nomenclature de parti et qui collaboreront avec les démocrates – radicaux du cadre du front ; les intellectuels, les paysans appuyaient les objectifs politiques du front. Du centre, de Moscou, les revendications du front étaient partiellement appuyées par Mihail Gorbaciiov et une partie de ses partisans ; mais même l'auteur de la Perestroïka considérait que le désir des Moldaves de devenir complètement souverains allait trop loin et finalement Gorbaciiov lui-même hésitera à venir à Chișinău.

Les Roumains de l'Empire Soviétique et la chute du régime Ceaușescu

En ce noyau de contradictions, de difficultés et d'adversités locales et centrales est, sans doute, nécessaire à pointer quelle a été l'attitude de la Roumanie envers ses conationnaux de l'empire et des derniers envers les événements de București de décembre 1989.

Les Roumains de l'Empire Soviétique ont joui à tour de rôle, lorsqu'en 1958 les dirigeants de București ont demandé et ont obtenu la retraite des troupes soviétiques, en 1964 lorsqu'on a discuté et on a distribué dans tout le pays la Déclaration d'avril et dans les pourparlers roumaino-chinois, lorsqu'on a mis le problème de la Bassarabie, aussi; peu de temps après, on a fait imprimer et on a répandu en Roumanie le livre *Însemnări despre români* de Karl Marx; lorsqu'en 1966, Ceaușescu a stoppé et a condamné "le mélange du Kominterm dans les affaires internes du Parti Communiste Roumain" ou lorsque, les années suivantes, on a fait sortir de tous les manuels scolaires roumains les formules chablon de Mihail Roller conformément auxquelles en 1918, "l'armée royale roumaine a occupé la Bassarabie"; à leur place, on a fait introduire la formule que "sur la base de la décision de Sfatul Țării de mars 1918, la Bassarabie est revenue à la Roumanie ; ils ont joui, aussi, après 1968, lorsque la Roumanie a refusé à participer à l'invasion de la Tchécoslovaquie et a condamné de manière véhémement l'agression des autres pays du Traité de Varsovie ou lorsqu'en Roumanie on a commencé à écrire et à condamner de plus en plus fréquemment l'échange impérialiste entre Stalin et Hitler, le pacte Ribbentrop – Molotov. En 1975, les Roumains de l'Empire Soviétique ont joui lorsqu'en Roumanie est apparu *Delirul* de Marin Preda, dans lequel on soutenait que la participation des Roumains à la seconde guerre mondiale a eu lieu pour réunir les territoires roumains envahis et annexés par les Soviétiques en juin 1940; mais en 1975, Ceaușescu a été obligé à signer *L'Acte final* de Helsinki, qui stipulait et obligeait les signataires à reconnaître "l'inviolabilité des frontières"; en août 1976, il a visité la Moldavie Soviétique et a déclaré la même chose, mais finalement il les a souhaité dans la langue roumaine "l'accomplissement de tous leurs désirs"¹³.

Un analyste des territoires roumains occupés par les Soviétiques nommait la révolution de décembre 1989 "la révolte populaire contre le régime sultanal de Ceaușescu"¹⁴. Le journal "Deșteptarea" de Chișinău écrivait ces jours-là que "les Roumains d'entre le Prout et le Dniestr ont souffert auprès de leurs frères de la

Roumanie – le pays avec le plus dur régime communiste” parce que “la Roumanie était une colonie politique d’un système profondément inhumain”¹⁵. Ensuite, les démonstrations “qui ont fait éclater Timișoara en le pays tout entier” ont été pour les Roumains de l’Empire Soviétique une occasion de joie: à Chișinău, on criait le 21 décembre 1989: “Timișoară, Timișoară/ Trezește, puică, întreaga țară!”¹⁶. Lorsqu’ils ont appris le 22 décembre 1989 l’imminence de la chute du régime Ceaușescu, la presse de Chișinău relatait que “des milliers de Roumains de la Bassarabie voulaient prendre le train vers București pour défendre la Télévision Roumaine”; plus de 15.000 jeunes se sont inscrits volontaires, ils ont formé le Régiment “Vlad Țepeș”¹⁷.

Sur l’enthousiasme avec lequel les Roumains de Chișinău ont suivi les événements de București et se sont préparés à venir au secours de ceux qui voulaient chasser le plus tôt que possible le régime Ceaușescu, nous fait des relations dans ses mémoires Mircea Druc, aussi. Il se trouvait le soir de la journée de 22 décembre à Chișinău. Il a été témoin quand, dans le Parc Central de la Capitale de la Moldavie, aux alentours de la statue d’Etienne le Grand, environ 10-15.000 Roumains de la Bassarabie et de la Bucovine se sont inscrits comme volontaires pour partir pour București. Il a pris la liaison avec l’ambassade de la Roumanie à Moscou et avec le docteur Silviu Dașchevici, Roumain de la Bucovine qui se trouvait à ce temps-là à București. A Chișinău, circulait le bruit que les dirigeants de București voulaient appeler à leur aide les troupes soviétiques contre “les terroristes de Ceaușescu”, qui défendaient le régime de celui-ci. Les volontaires de Chișinău promettaient à passer sous la commande des officiers roumains et demandaient au Front Populaire de București à ne pas appeler à leur aide les troupes soviétiques parce que “une fois entrées dans le pays, vous ne pourrez plus écarter celles-ci”¹⁸.

Mais Ion Iliescu, devenu le président de la Roumanie post décembriste, obligé par l’entente entre Bush et Gorbaciov de Malta de ne plus solliciter et essayer aucune modification des frontières d’après la guerre, s’est hâté – on apprend de la presse de Chișinău – immédiatement après la prise du pouvoir à donner un interview en “Literaturnaia Gazeta” à Moscou, dans lequel il déclarait que “la Roumanie n’a pas des prétentions territoriales envers l’U.R.S.S.”. C’est à cause de cela que les leaders de la Ligue Démocratique des Etudiants exprimaient leur désaccord avec ces déclarations: “Peut-être que Monsieur Iliescu, Monsieur Brucan n’ont pas des prétentions territoriales envers l’U.R.S.S., mais nous, les Roumains de la Bassarabie, nous en avons”; les auteurs de la même déclaration continuaient qu’un tel Iakatev, membre de C.C. de P.C.U.S. arrivé de Moscou à Chișinău les a expliqué: “dans le cas où la victoire dans les élections de la Roumanie reviendra au Front de la Salvation Nationale, le nouveau gouvernement roumain déclarera officiellement qu’il ne reconnaît pas un territoire de la Roumanie toute entière avec le nom de Bassarabie”; à cause de cela, la conclusion qu’une partie de la presse de Chișinău tire est la suivante: “la Roumanie, tout en se séparant avec des sacrifices du communisme, a voté, le 20 mai 1990, le néo-communisme”¹⁹.

A la première vue, si on se laisserait convaincu par la biographie “secrète”²⁰ de Ion Iliescu, ainsi que par les diverses déclarations des étrangers, comme par exemple Peter Kopecky²¹, Igor Toporovski²², ainsi que par l’insistance avec laquelle

Silviu Brucan l'a proposé comme président du Front de la Salvation Nationale²³, mais aussi par le fait même que le 5 avril 1991, il a signé en secret un Traité de collaboration et amitié avec Gorbaciou, reconnaissant les frontières existantes entre la Roumanie et l'U.R.S.S.²⁴, on serait, peut-être, facilement tentés à souscrire à l'accusation de Chişinău, conformément à laquelle le régime instauré après les élections de 20 mai 1990 était "néo-communiste". Pourtant, les faits ont été plus complexes et la réalité plus dure. L'opposition de la Roumanie en général et la grande majorité des parlementaires et hommes politiques du pays n'ont pas voulu à entendre parler de ce traité, signé secrètement et le document n'a pas été apporté dans les discussions des fors législatifs de la Roumanie. Ensuite, l'Europe en général, les signataires du Traité de paix d'après la seconde guerre mondiale en spécial, se sont hâtés à ne pas admettre aucune modification territoriale nouvelle – excepté l'indépendance des Pays Baltiques et l'unification de l'Allemagne, qui, en fait, a été achetée avec de l'argent²⁵. Le fait que la Roumanie n'a pas fait le jeu de Moscou et finalement s'est rallié aux structures euro atlantiques est une preuve inattaquable. Mais, de l'autre partie, l'erreur des erreurs commise par les gouvernements de la Roumanie d'après décembre 1989 est la signature du Traité avec l'Ukraine, par lequel on a abandonné pas seulement les Roumains du nord de la Bucovine et de la contrée Herţa, mais aussi ceux de la Bassarabie et Transnistrie, parce que le Front Populaire de la Moldavie n'a pu plus demander ni à la Fédération Russe, ni à l'Ukraine à discuter la cession de la partie de nord et de sud entrées arbitrairement dans la nouvelle république de Kiev.

L'ascension vers le pouvoir du F.P.M. et ses réalisations historiques

Quoique, après le premier congrès de constitution et l'adoption du programme, la direction du F.P. M. ne pouvait pas soupçonner tous les pièges locaux, centraux et internationaux avec lesquels elle se confrontera et à cause desquels, finalement, sa politique échouera temporairement, il est méritoire que celui-ci a agi dans la direction de la traduction en fait des revendications inscrites.

De cette manière, le 2 juin 1989, dans la Place Centrale de Chişinău, devenue la Place de la Victoire, de l'initiative du F.P.M., on a organisé un grand meeting populaire, auquel les étudiants, les professeurs, les élèves, les jeunes – auxquels s'est ajouté un grand nombre d'habitants de la capitale et de ses alentours – a demandé l'écartement des professeurs russophiles et russophones des écoles, qui dénaturaient l'histoire ; lorsqu'un russophone est sorti du balcon du siège du C.C. de P.C.M. et a demandé aux démonstrateurs de s'éparpiller, leur parlant dans la langue russe, la foule l'a conspué et l'a obligé se retirer; il a été nécessaire que Simeon Grossu lui-même, le premier secrétaire du parti s'adresse aux manifestants dans la langue roumaine, et une partie de la direction de la nomenclature communiste de la Moldavie solidarise avec les démonstrateurs pour arriver de cette manière à un dialogue²⁶. Toujours à la proposition du F.P.M., les 50 députés de la Moldavie, qui participaient au Congrès des Députés du Peuple de l'U.R.S.S. ont demandé et ont obtenu l'inscription sur l'ordre du jour et la discussion en mai 1989 d'un projet de loi concernant le passage de l'écriture de la langue moldave avec graphie latine²⁷. Le 20 juillet 1989, après une rencontre avec la direction du Soviet Suprême de la Moldavie,

les leaders du F.P.M. ont élaboré et publié le 2 août 1989 une Déclaration concernant le Pacte Ribbentrop – Molotov, par laquelle on désapprouvait et on accusait “l’annexion en juin 1940 de la Bassarabie, du nord de la Bucovine et de la contrée Herța par l’U.R.S.S.”²⁸. La reconnaissance officielle du F.P.M. le 25 octobre 1989 comme organisation politique et l’élection de son président, Ion Hadârcă dans la fonction de premier – vice – président du Parlement de la Moldavie a été suivie par des autres succès. A la session du Soviet Suprême de la Moldavie de l’automne de l’année 1989, on a pris en débat trois projets de loi: 1) concernant le statut de la langue d’Etat de la R.S.S. Moldave; 2) concernant le revient de la langue moldave à la graphie roumaine et 3) concernant le fonctionnement des langues sur le territoire de la Moldavie. Les trois projets de loi ont été publiés et discutés largement, ce qui n’était jamais arrivé en Moldavie. Le F.P.M. a convoqué au même but le 27 août 1989, la première Grande Assemblée Nationale à Chișinău, à laquelle, devant les plus de 800.000 participants, on a discuté quelques documents extrêmement importants: I- la nécessité de la modification de la Constitution de la Moldavie, dans le sens que la langue “moldave” (au fond: roumaine!) devienne la langue d’Etat du pays et le russe la langue de communication parmi les républiques et les peuples de l’U.R.S.S.; II- dans une résolution *Sur la terre* on demandait la restitution de la terre pris abusivement des paysans, l’obligation du droit exclusif de propriété de la Moldavie sur toute la terre, tout en revenant à la propriété individuelle et à la production de marchandises; on stoppait de cette manière l’allocation de terre aux allogènes; III- l’adoption du tricolore comme drapeau de la Moldavie souveraine et la proclamation de la souveraineté de cet Etat. Le document relatif à la souveraineté d’Etat faisait référence à la vérité historique: les Moldaves étaient considérés les descendants des Géto-Daces, partie intégrante des Roumains, et les pertes territoriales de 1774/1775, 1812 et juin 1940 comme des actes d’invasion, comme ils en étaient, d’ailleurs. De nouveau, on formulait le desideratum de la restitution par l’Ukraine du nord de la Bucovine, de la contrée Herța et des autres zones: Hotin, Ismail, Chilia et Cetatea Albă. Les principales conséquences de ces efforts ont été représentées par le fait que le 31 août 1989, on a obtenu la reconnaissance de la langue roumaine avec le statut de langue officielle de la Moldavie et le passage à la graphie latine – ce qui allait se produire en deux étapes: a) entre les années 1989-1993 et b) entre 1994-1995. La journée de 31 août 1989 devenait, pas officiellement, journée nationale. “Notre langue roumaine”, qui sera fêtée par des amples manifestations culturelles, avec la participation de tous les Roumains, des deux rives du Prout jusqu’à l’instauration du serf moscovite et communiste, Vladimir Voronin, en 2006²⁹.

Lorsque la révolution roumaine de București est sortie victorieuse et les premiers dirigeants officiels de la Moldavie d’au-delà du Prout sont venus à București, en janvier 1990, la Moldavie avait des relations avec 86 Etats et pas encore avec la Roumanie³⁰. Une fois avec la chute du régime Ceaușescu, les relations entre la Roumanie et la Moldavie d’au-delà du Prout, ainsi que des autres territoires roumaines de l’ancien empire se sont multipliées, surtout sur le plan culturel; ce fait a eu une importance tout à fait particulière.

La plus grande victoire du F.P.M. a été le fait que le printemps de l'année 1990, à la direction de la République Moldavie a réussi à accéder le 27 avril Mircea Snegur; celui-ci a été élu dans la fonction de président du Soviet Suprême de la Moldavie; le même jour, on adoptait le tricolore comme drapeau national de la République; le 11 mai, le poète Ion Hadârcă, le président du F.P.M., était élu premier – vice – président du Soviet; le 25 mai Mircea Druc, originaire de la Bucovine devenait premier-ministre³¹. Justement une année plus tard, la Moldavie adoptera l'hymne national identique avec celui de la Roumanie, *Deșteaptă-te române* et la déclaration d'indépendance.

Celui-ci qui a de la patience à revoir les documents théoriques adoptés sous la direction du Front Populaire de la Moldavie, les documents de la Conférence Ribbentrop-Molotov et ses conséquences sur la Bassarabie de 26-28 juin 1991, la Déclaration d'Indépendance de la Moldavie de 27 août 1991 – a la conviction que, malgré les grandes confrontations qui ont eu lieu dès lors et jusqu'aujourd'hui, les Roumains de l'ancien Empire Soviétique ne peuvent pas oublier leur credo ardent et avec une argumentation historique inébranlable, comme seulement ceux-ci ont pu formuler et diffuser dans la presse du temps, de manière que les idées de cet étape, 1988-1991, restent une lumière capable à montrer à la génération contemporaine, mais aussi à celles de demain le chemin et l'impulsion vers la victoire.

La Roumanie d'aujourd'hui et surtout celle de demain a l'obligation morale, historique créée par tous nos ancêtres, par nos pères qui se sont sacrifiés pour la Roumanie entière de 1918, d'appuyer par tous les moyens la lutte des frères de l'empire et de convaincre les cerveaux vieillissants et séniles des dirigeants des grandes puissances occidentales que le Traité imposé après la seconde guerre mondiale à la Roumanie, par exemple, porte encore parmi ses prévisions l'entente odieuse entre Stalin et Hitler, ce qui est, sans doute, un anachronisme sans précédent.

Traduit par Violeta-Anca Epure

NOTES:

¹ Mihail Gorbaciov, *Memorii*, traduction par Radu Pontbriant, édition, notes et annexes par Petre Dan, Editura Nemira, București, 1994, p. 10; voir aussi Mihai Iacobescu, *Descătușarea. 1985-1991. Perestroika. Revoluția din 1989 și românii din Imperiul Sovietic*, Institutul Revoluției Române din Decembrie 1989, Editura Junimea, Iași, 2009, p. 21-51.

² Nicolae Enciu și Ion Pavelescu, *Un miracol istoric: renașterea românismului în Basarabia*, dans le volume *Istoria Basarabiei de la începuturi până la 1988*, coordonnateur Ion Scurtu, Editura Semne, București, 1998, p. 297-298.

³ "Literatură și artă", Chișinău, no. 23/3 juin 1987.

⁴ Gh. Cojocaru, *1989 la Est de Prut*, Editura Prut Internațional, Chișinău, 2001, p. 11-19.

⁵ *Ibidem*, p. 22-23.

⁶ Ion Druță, *Casa pentru badea Mior*, "Literatură și artă", no. 50/10.12.1987.

-
- ⁷ Dumitru Matcovschi, *Ucaz sau tratat*, “Moldova suverană”, no. 4-5/1991.
- ⁸ Gheorghe Ghimpu, *Conștiința națională a românilor moldoveni*, la II-ème édition, Chișinău, 2004, p. 432.
- ⁹ Valentin Mândâncanu, *Veșmântul ființei noastre*, “Nistru”, no. 4/1988.
- ¹⁰ “Învățămintul public”, Chișinău, le 17 septembre 1987.
- ¹¹ “Glasul”, 15.02.1989, p. 1.
- ¹² Gheorghe Gavrilă Copil, *Viața politică a românilor din Bucovina de Nord și Basarabia. Programul, statutul și rezoluțiile Congresului de constituire a frontului Popular din Moldova*, “Dreptatea”, București, 1990.
- ¹³ Mihai Iacobescu, *op. cit.*, p. 138-139.
- ¹⁴ Iulian Frunțașu, *O istorie etnoculturală a Basarabiei. 1812-2002*, p. 237.
- ¹⁵ “Flacăra”, București, no. 13/mars 1990.
- ¹⁶ *Ibidem*.
- ¹⁷ *Ibidem*.
- ¹⁸ Mircea Druc, *Lupta cu ultimul imperiu*, édition soignée par Viorel Patrichi, Editura Zamolxe, București, 1998, p. 347-349.
- ¹⁹ “Opinia studentescă”, București, no. 28/6-12 juin, p. 1.
- ²⁰ Alexe Vladimir, *Ion Iliescu, biografie secretă*, Editura Elit Comentator, București, 2000.
- ²¹ Mihai Iacobescu, *op. cit.*, p. 104.
- ²² *Ibidem*, p. 106.
- ²³ *Ibidem*, p. 105-107.
- ²⁴ *Ibidem*, p. 183.
- ²⁵ *Ibidem*, p. 377-378.
- ²⁶ Gheorghe Cojocaru, *op. cit.*, p. 109.
- ²⁷ “Deșteptarea”, Chișinău, no. 3/août 1989.
- ²⁸ Idem, no. 1/juillet 1989.
- ²⁹ Gheorghe Cojocaru, *op. cit.*, p. 128-193.
- ³⁰ “România Liberă”, București, 20 janvier 1990, p. 4.
- ³¹ “Veștile”, Chișinău, no. 5-6-7/1990, p. 266, 271, 328.